|  |
| --- |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
| ONaCVG – 25021  Missions de maîtrise d’œuvre relative aux travaux de reprise des désordres affectant le bâtiment du CERD au Struthof  Lettre de candidature  désignation du mandataire par ses co-traitants[[1]](#footnote-1) | Dc1 |

|  |
| --- |
|  |
| **A - Identification de l’acheteur** |

1. **Office National des Combattants & des Victimes de Guerre**
2. Hôtel National des Invalides – 129 rue de Grenelle – Escalier B – CS 70780 – 75700 PARIS Cedex 07

T/ 01 44 42 30 01 – @ : marches@onacvg.fr

SIRET Nº 180 007 015 00019

Représentant du pouvoir Adjudicateur et Ordonnateur : Madame Marie-Christine VERDIER-JOUCLAS, directrice Générale de l’ONaCVG nommée par décret du 15 novembre 2023.

|  |
| --- |
| **B - Objet de la consultation** |

1. Missions de maîtrise d’œuvre pour l’opération de travaux de reprise des désordres affectant le bâtiment du Centre européen du résistant déporté (CERD) et ses abords au Struthof (Bas-Rhin) : mission de base et mission d’ordonnancement et de planification du chantier (OPC).

|  |
| --- |
| **C - Objet de la candidature** |

# La candidature est présentée pour le marché public.

|  |
| --- |
| **D - Présentation du candidat** |

*(Cocher la case correspondante.)*

  Le candidat se présente seul :

  Nom commercial et dénomination sociale **de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation** :

  Adresse postale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

  Adresse électronique de l’établissement qui exécutera la prestation :

  Numéros de téléphone et de télécopie de l’établissement qui exécutera la prestation :

  Numéro de SIRET de l’établissement qui exécutera la prestation, à défaut, un numéro d’identification international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

  Numéro de TVA Intracommunautaire :

  Numéro d’APE (ou de NAF) :

***Si siège social différent de l’établissement qui exécutera la prestation, remplir les informations ci-dessous :***

  Nom commercial et dénomination sociale **du siège social** :

  Adresse postale du siège social (si elle est différente de l’adresse postale de l’établissement qui exécutera la prestation) :

  Adresse électronique du siège social :

  Numéros de téléphone et de télécopie du siège social :

  Numéro de SIRET du siège social, à défaut, un numéro d’identification international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

Le candidat est un groupement d’entreprises :

  conjoint OU   solidaire

En cas degroupement conjoint, le mandataire est solidaire :

  Non OU   Oui

|  |
| --- |
| **E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations** |

*(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°**  **du**  **Lot** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement (\*),**  **adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro de SIRET**  **des membres du groupement (\*\*\*)** | **Prestations exécutées par les membres du groupement (\*\*)** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*\*) À défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm).

|  |
| --- |
| **F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement** |

**F1 – Exclusions de la procédure**

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l’honneur :

1. dans l’hypothèse d’un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703589&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique (\*) ;
2. dans l’hypothèse d’un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037704215&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique.

**Afin d’attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n’est pas dans un de ces cas d’exclusion, cocher la case suivante :**

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703589&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037704215&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

**F2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve enapplication de l’[article R. 2343-14 ou de l’article R. 2343-15](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728899&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**F3 - Capacités**

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :

*(Cocher la case correspondante.)*

  le formulaire DC2.   les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (\*).

(\*) **Attention**, dans le cadre d’un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s’ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n’y sont en aucun cas tenus et l’acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

|  |
| --- |
| **G - Désignation du mandataire *(en cas de groupement)*** |

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d’identification international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des* [*ICD*](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm)*].]*

  Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

  Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

  Adresse électronique :

  Numéros de téléphone et de télécopie :

  Numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d’habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Pour les marchés publics de défense ou de sécurité, ce document est à fournir dès le dépôt de la candidature.

1. Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l’économie. [↑](#footnote-ref-1)